

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 août 2022

Contexte et constats

Publié sur 

SICTOM DE LA BIÈVRE à PENOL

(Unité de Traitement et de Valorisation des Déchets Ménagers; Installation de transit de déchet ex centre de tri; Installation de stockage de déchets non dangereux)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 août 2022 dans l'établissement SICTOM DE LA BIÈVRE au 113 chemin des Carrières – 38 260 PENOL.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT : SICTOM DE LA BIÈVRE
- Adresse : 113 chemin des Carrières – 38 260 PENOL
- Codes AIOT dans GUN : 0061.10016 ; 0104.00549 ; 0104.00180
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'engage dans son courrier du 16/08/2022 à mettre en oeuvre de manière effective sur son site de production des moyens et techniques permettant de réduire au minimum les prélèvements d'eau du site dans le milieu naturel.

En conséquence, il est proposé de faire application en cas de gestion de situation de sécheresse des dispositions sur les prélèvements d'eau du site visées au 3 ème paragraphe de l'article 8 de l'arrêté préfectoral N°38-2022-05-30-00018 et 26-2022-05-20-00002 « Arrêté interdépartemental cadre sécheresse » fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse sur le bassin de gestion de Bièvre-Liers-Valloire (de mai 2022) relatives aux ICPE qui permettent d'exonérer le site des dispositions de réduction de prélèvements fixés à l'annexe 1 de l'arrêté précité.

Sous réserve de:

- la pose de sous-compteurs d'eau adaptés aux différents postes avec suivi de l'ensemble des consommations dans un seul registre de suivi.
- la création d'un nouveau bassin de récupération des eaux pluviales de voiries au sud de l'UTDVM sous un an.
- la réalisation d'une étude technico-économique pour l'atteinte de l'autosuffisance en eau sur le traitement mécano biologique (TMB) et sur le centre de transit de déchets (CDT) accompagné d'un échéancier de réalisation.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle 1

Références réglementaires :

article 8 - Arrêté préfectoral interdépartemental cadre sécheresse Biers-Liers-Valoire de mai 2022 (N°38-2022-05-30-00018 et 26-2022-05-20-00002).

Les établissements pouvant démontrer que leur besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum sont exemptés de restriction (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnu pour le secteur d'activité).

Arrêté préfectoral complémentaire N°DDPP-ENV-2015-12-22 du 7 décembre 2015

Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2020-04-01 du 6 avril 2020

Arrêtés préfectoraux N°99.480 du 19 janvier 1999, N°2015012-0016 du 12 janvier 2015, N°DDPP-ENV-2016-04-15 du 2 mai 2016

Constats :

- L'arrêté préfectoral complémentaire N°DDPP-ENV-2015-12-22 du 7 décembre 2015 réglementant les activités de l'unité de traitement et de valorisation des déchets ménagers (UTDVM) du SICTOM des Pays de la Bièvre sur la commune de PENOL indique notamment que les prélèvements dans la nappe d'eau souterraine qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont autorisés dans la limite de 8000 m³/an. Ces prélèvements sont effectués sur un premier forage pour un volume moyen de 1541 m³ depuis 2015 (hors volume utilisé pour l'extinction d'incendie sur l'ISDND).

- L'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2020-04-01 du 8 avril 2020 autorisant le SICTOM des Pays de la Bièvre à poursuivre et étendre l'exploitation de son installation de stockage de déchets non dangereux interdit les prélèvements d'eau dans le milieu naturel (article 4.2.1) or l'exploitant prélève dans un second forage un volume moyen d'eau de nappe depuis 2015 de 1386 m³ qui est consommé entre 70 et 80% par l'installation de traitement des lixiviats (station Ovide) et pour le reste par la plateforme de lavage de véhicules de l'installation de transit de déchets, les sanitaires du centre de transit et des bungalows de la société Eiffage.

- Les différents arrêtés préfectoraux réglementant les activités de l'installation de transit de déchets N°99.480 du 19 janvier 1999, N°2015012-0016 du 12 janvier 2015, N°DDPP-ENV-2016-04-15 du 2 mai 2016 ne prévoient pas de limite de consommation d'eau.

Le site est alimenté en eau par deux forages. Les index des compteurs suivants ont été relevés le jour de l'inspection (photos en annexe) et le 16/08/2022:

- compteur général eau du forage n°1 : 27970 m³
- compteur Biovalis (traitement de l'air): 22049 m³
- compteur général eau du forage n°2 : 19999 m³ (compteur bloqué et hors service depuis juin 2022 puis remis en état de fonctionnement le 18/08/2022)
- compteurs arrivée d'eau ISDND et KBOX n'ont pas été relevés le jour de l'inspection mais l'exploitant a fourni des photographies de ceux-ci par mail du 16/08/2022:
- compteur général eau vive: 9225 m³
- compeur Kbox Ovide:2553 m³

L'exploitant dispose de compteurs permettant de suivre la consommation d'eau du site et effectue des relevés périodiques qui font l'objet d'enregistrements informatiques et ces relevés sont cohérents avec les relevés effectués le jour de l'inspection (cf photos en annexe). Il a fourni des schémas et plans de l'utilisation de l'eau au sein de ses installations. Certaines consommations du site ne sont pas spécifiquement mesurées (aire de lavage de l'installation de transit, station Ovide :entre l'amont de la conduite d'eau entre le forage et l'ISDND, eau incendie, sanitaires). À la vue de l'ensemble de ces constatations l'exploitant a proposé dans son courrier du 16/08/2022:

- de diviser par deux le volume maximum autorisé au prélèvement sur le forage n°1 pour le

TMB soit 4000m³ annuel maximum, en lieu et place de 8000m³/an.

- de limiter les consommations d'eau sur le forage n°2 pour l'installation de transit de déchets à 1000 m³/an maximum.
- de limiter les consommations d'eau sur le forage n°2 pour l'ISDND à 2000 m³/an maximum.

- d'installer sept sous-compteurs afin de suivre plus finement ses consommations d'eau.

Globalement cela constitue une diminution de 1000m³/an (7000m³ contre 8000m³ précédemment) du volume de prélèvement autorisé. Un arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport pour acter de ces nouvelles limites de prélèvement d'eau dans la nappe.

- Remettre en état le compteur général du forage n°2 de l'installation de transit qui est hors service depuis le mois de juin 2022. L'exploitant a déclaré par mail du 19/08/2022 que celui-ci a été remis en état en interne par le Responsable Exploitation ISDND de la société SERPOL.

Dans l'objectif de limiter l'impact de ses prélèvements sur les eaux souterraines, l'exploitant a déclaré qu'il allait étudier des solutions pour être autosuffisant en eau sur le TMB, via l'utilisation des eaux de toitures. Une étude technico-économique devra être fournie à ce sujet ainsi que pour réduire les prélèvements d'eau nécessaire au centre de transit de déchets (CDT).

D'autre part concernant la plateforme de broyage de végétaux sur laquelle se trouve une déchetterie professionnelle (cf constat n°2) l'exploitant s'engage à créer un nouveau bassin de récupération des eaux pluviales de voiries sous un an et procédera à une étude de dimensionnement très prochainement (un bassin existant mais plus utilisé va être réhabilité).

Par mail du 25/08/2022, l'exploitant a transmis un détail des consommations d'eau nécessaire au fonctionnement de sa station OVIVE pour le traitement des lixiviats de l'ISDND. Il apparaît des données disponibles depuis 2019 que les consommations d'eaux étaient de 1087m³ en 2021 et de 926 m³ en 2020

Avis de l'inspection des ICPE: L'exploitant doit mettre en oeuvre des mesures afin de mieux contrôler ses prélèvements d'eau. Dans un premier temps il doit mailler le site avec des sous-compteurs comme il s'y est proposé dans son courrier signé du 16/08/2022.

Afin de réduire au minimum les prélèvements d'eau nécessaire dans la nappe, l'exploitant doit désormais étudier, puis mettre en oeuvre tout ce qui est techniquement et économiquement possible afin d'atteindre l'autosuffisance en eau sur le TMB et sur le centre de transit de déchets (CDT). Il fournira avant la fin de l'année 2022 une étude technico-économique présentant les solutions envisagées accompagnée d'un échéancier de réalisation. La création d'un nouveau bassin de récupération des eaux pluviales de voiries au sud de UTDVM doit être réalisée sous un an comme l'exploitant s'y est engagée dans son courrier du 16/08/2022.

Toutefois les propositions de l'exploitant sur les nouvelles limites de prélèvements en eau présentées dans son courrier du 16/08/2022 apparaissent disproportionnées (demande trop importante) et une nouvelle proposition a été formulée à l'exploitant par mail du 07/08/2022 (projets d'arrêtés préfectoraux). L'exploitant a accepté la proposition par mail du 08/09/2022.

Proposition de suites : faire application en cas de gestion de situation de sécheresse des dispositions sur les prélèvements d'eau du site visées au 3^{ème} paragraphe de l'article 8 de l'arrêté préfectoral N°38-2022-05-30-00018 et 26-2022-05-20-00002 « Arrêté interdépartemental cadre sécheresse » fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse sur le bassin de gestion de Bièvre-Liers-Valloire (de mai 2022) relatives aux ICPE qui permettent d'exonérer le site des dispositions de réduction de prélèvements fixés à l'annexe 1 de l'arrêté précité sous réserve de:

- la pose de sous-compteurs d'eau adaptés aux différents postes avec suivi de l'ensemble des consommations dans un seul registre.

- la création d'un nouveau bassin de récupération des eaux pluviales de voiries au sud du site sous un an.

- la réalisation d'une étude technico-économique pour l'atteinte de l'autosuffisance en eau sur le TMB et sur le centre de transit de déchets (CDT) accompagné d'un échéancier de réalisation.

Prendre trois arrêtés préfectoraux complémentaires afin:

- D'acter des nouvelles limites de prélèvement d'eau dans la nappe auquel est soumis le site.

- D'imposer l'installation de sous-compteurs au sein des installations.

Point de contrôle 2

Références réglementaires : article R.512-47 du code de l'environnement
Constats : Une installation de collecte de déchets (rubrique 2710-2b) est présente sur la plateforme de broyage de végétaux au sud de l'UTDVM. L'exploitant a expliqué que la société SERNED exploite cette déchetterie professionnelle sur son site mais n'a pas été en mesure de présenter un récépissé de déclaration. Toutefois un dossier a été déposé auprès de la DDPP en 2018.
Avis de l'inspection des ICPE: Le SICTOM de la Bièvre et la société SERNED doivent réaliser une régularisation administrative de l'Installation de collecte de déchets (rubrique 2710-2b) apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 auprès de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP- 22 Avenue Doyen Louis Weil, 38 000 Grenoble - 04 56 59 49 99). Cette déclaration doit être conforme aux dispositions prévues à l'article R.512-47 du code de l'environnement. À ce titre, il est rappelé que le site est soumis au contrôle périodique par un organisme agréé. L'exploitant doit respecter les dispositions du ou des arrêtés ministériels applicable(s).
Proposition de suites : non-conformité

Point de contrôle 3

Références réglementaires : Article L 411-1 du Code Minier
Constats : L'exploitant ne connaissait pas les codes BSS de ses deux forages et les ouvrages n'étaient pas référencés sur infoterre. L'exploitant a déclaré ses ouvrages de prélèvements au BRGM de la région Auvergne-Rhône-Alpes par mail du 02/09/2022. Les forages seront répertoriés avec un code dans la Banque du Sous-Sol et consultables sur Infoterre. Le BRGM lui a attribué deux codes BSS. Forage datant de l'année 1999 (alimentation en eau du centre de tri et de la station OVIVE) : BSS004FGEM Forage datant de l'année 2011 (UTDVM) : BSS004FGEK
Avis de l'inspection des ICPE: non-conformité soldée
Proposition de suites : aucune

Annexe: planche photographique

